

**Haïti - MINUJUSTH - Adoption de  
la résolution 2410 - Explication de  
vote du représentant permanent de  
la France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 10 avril 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption ce matin de la résolution 2410, qui renouvelle pour un an le mandat de la mission des Nations unies pour la justice en Haïti, la MINUJUSTH, et acte la préparation de son retrait en vue d'une transition en octobre 2019. La MINUJUSTH poursuivra d'ici là son mandat fondé sur trois piliers : le renforcement de la police nationale, la consolidation d'un Etat de droit et le suivi de la situation des droits de l'Homme. Nous regrettons que cette mission ne fasse pas l'unanimité du Conseil alors même que nous soutenons tous l'objectif d'un Haïti stable et prospère.

En effet, les tâches confiées à la MINUJUSTH en matière de professionnalisation de la justice et de formation des forces de police représentent les fondements d'une stabilité de long terme et les conditions indispensables au développement économique d'Haïti. Nous encourageons les autorités haïtiennes à se saisir de cet outil, mis à leur disposition par les Nations unies, pour consolider la stabilité du pays et accroître le bien-être de la population.

La perspective d'une stratégie de sortie d'ici octobre 2019 ne doit pas paralyser ou affecter le travail remarquable des femmes et des hommes actuellement sur le terrain. Les objectifs ("benchmarks") identifiés par le Secrétaire général, y compris en matière de protection des droits des citoyens haïtiens, donnent à la MINUJUSTH et aux autorités haïtiennes un horizon vers lequel progresser. Il appartient désormais à l'Etat haïtien de s'approprier ces objectifs afin de faire de la coopération avec les Nations unies un succès durable. Haïti peut compter sur le plein et entier soutien de la France en ce sens.

Je vous remercie./.